

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Mignot, Gabriel (sous la direction de) *Les pays les plus pauvres : Quelles coopération pour quel développement?* Paris, Éditions Economica, Coll. « Travaux et Recherches de l'IFRI », 1981, 292 p.

par J.-P. Thouez

Études internationales, vol. 13, n° 3, 1982, p. 584-586.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701404ar>

DOI: 10.7202/701404ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

À cet égard, il nous semble que la Convention de Lomé II, signée le 31 octobre 1979, est un pas de plus sur la voie souhaitée par l'auteur. Alors que l'isolationnisme économique régnait en maître, cette Convention semble avoir concrétisé une nouvelle étape sur le dur chemin de la concertation.

L'ouvrage de Madame Bouvier mérite d'être lu par tous ceux que les Communautés européennes intéressent, certes, mais aussi par tous ceux qui se penchent sur les problèmes de l'aide au Tiers-Monde. Professeur à l'Université libre de Bruxelles, l'auteur a vécu en Afrique. Elle aborde le sujet en connaissance de cause, avec précision et documentation à l'appui. Les nombreuses annexes qui complètent son ouvrage seront particulièrement utiles pour les économistes internationaux.

Francis RIGALDIES

*Faculté de droit
Université de Montréal*

MIGNOT, Gabriel (sous la direction de). *Les pays les plus pauvres: Quelle coopération pour quel développement?* Paris, Éditions Économica, Coll. « Travaux et Recherches de l'IFRI », 1981, 292 p.

Cet ouvrage présente les travaux du groupe de travail sur les relations Nord-Sud réuni à l'Institut français des Relations Internationales (IFRI) à Paris en septembre 1981 sous la direction de Gabriel Mignot. Cette réunion eut lieu parallèlement à la conférence des Nations-Unies consacrée aux Pays les moins avancés (PMA). Divers sujets furent abordés par des personnes, d'origine française, intéressées par le Tiers Monde: origine et caractéristiques des PMA, analyse sectorielle de l'économie des PMA, le rôle des pays, institutions à l'égard de ce groupe de pays. Le présent ouvrage se compose donc de deux parties distinctes: la première porte sur une déclaration commune, c'est-à-dire une prise de position des membres du groupe de travail, la seconde partie comprend une vingtaine d'articles qui représentent pour l'essentiel les notes introductives rédigées par les membres du groupe pour les dernières séances de travail.

La population des PMA au début des années 80 était de 270 millions de personnes soit 12,5% de la population totale du Tiers-Monde (Chine exclue). Ces États, tous situés en Afrique noire et en Asie à l'exception d'un seul d'entre eux (Haïti), sont parmi les plus pauvres du monde, et constituent selon le rapport Brandt une « ceinture de pauvreté ». Tant par leur localisation géographique, leur environnement physique et social ces pays forment un ensemble hétérogène mais ils n'en possèdent pas moins un certain nombre de caractères communs. Le plus évident est leur état de dénuement extrême et leur dépendance quasi-totale vis-à-vis de la nature et de la conjoncture internationale. En 1978 le produit national brut – PNB – par tête était de 200 dollars en moyenne (contre près de 700 pour les pays en développement et 8 000 pour les pays développés occidentaux). Au-delà de ce critère arbitraire et contesté il est frappant de constater que en plus de leur extrême pauvreté actuelle, c'est la lenteur, voire l'absence de progrès réalisés qui rend insupportable la situation des PMA. De 1960 à 1979, le produit intérieur brut (PIB) par tête de ces pays a crû de .7% par an. Ce taux diffère d'un pays à l'autre, il a diminué dans une dizaine de pays et pour certains n'a pas dépassé 2%. L'écart relatif avec le pays en développement s'est accentué et l'on calcule qu'au rythme actuel il faudrait 300 ans pour que les PMA atteignent en moyenne le niveau actuel de la Tunisie ou de la Malaisie (parler de moyenne n'a guère de sens ici à cause de la détérioration grave de l'économie de certains de ces pays).

Les causes qui expliquent l'apparition de ce quart monde sont à la fois internes (décroissance de la production alimentaire et agricole) et externes (dégradation des comptes extérieurs). Il en résulte que si l'aide extérieure est cruciale elle n'empêche pas que par sa nature et ses modalités elle accélère les difficultés rencontrées par ces pays. À partir de ces faits, il s'agit d'essayer de dégager quelques réflexions. Celles-ci sont explicitées par les auteurs et un des reproches que l'on peut faire tient, au fait que l'on n'a pas inclu des gens du Sud en particulier des PMA. Dans un sens, le discours est à sens unique même si les intentions étaient bonnes. Il est vrai que l'objectif

tel que précisé par G. Mignot était plus limité, il s'agit d'alimenter un débat – qui au moins en France – va se poursuivre dans un contexte politique différent de celui qui existait lors de la constitution du groupe.

Marie-Claude Smouts montre la lente évolution qui a amené quelques pays et institutions internationales à reconnaître aux pays les moins avancés un statut particulier, des mesures spéciales. Elle souligne avec raison que la reconnaissance d'un développement économique différentiel (ou de stades de développement) recuse le principe d'un système unique de préférences commerciales. Ceci implique une réforme du commerce international fondée sur un système de préférence gradué, sélectif, par produit et par pays. Cette solution débouche sur une orientation des courants d'aide au profit des pays bénéficiaires prioritaires. Malheureusement, les anciennes puissances coloniales ont cherché à faire en sorte que ces courants soient dirigés vers les groupes de pays avec lesquels étaient traditionnellement liées. Ce patronage était d'autant plus facile à établir que les PMA ne constituent pas une force politique. Au sein des « 77 » il ne forment pas un véritable groupe de négociation d'autant plus, que l'unité des « 77 » est considérée comme le seul atout politique des pays du Sud. J. Loup, auteur du « Tiers Monde peut-il survivre » (Economica, 1981) souligne avec raison que croissance et développement, ou plus exactement, accroissement du PNB et évaluation de la pauvreté ne sont pas synonymes. L'obtention d'un taux de croissance économique élevé n'apparaît ni comme une condition suffisante, ni même comme une condition nécessaire à l'amélioration des niveaux de vie des populations. Y. Berthelot et N. Monfort présentent, séparément, quelques priorités ou stratégies de développement. Aider les PMA signifie accorder la priorité au renforcement de leurs propres moyens d'action, individuellement ou en groupes. L'action des intervenants extérieurs a pour but de renforcer les moyens à la disposition des acteurs locaux, de les aider à concevoir, et à exécuter une stratégie à long terme qui accroisse leurs chances d'échapper aux terribles contraintes à court terme. L'amélioration de la situation des PMA passe par une meilleure articulation en-

tre les modèles de développement librement choisis par les partenaires du Sud et du Nord.

Plusieurs stratégies de développement sectoriel sont envisagées. J. Loup met l'accent sur le développement agricole et rural, ceci implique selon l'auteur, une réorientation des dépenses publiques et des services collectifs en faveur du monde rural. P. Jacquet montre l'intérêt des énergies de substitution en particulier du bois, à condition que cette stratégie s'accompagne d'une importante campagne d'éducation et de responsabilité des populations et d'une assistance accrue de la communauté internationale. J. Judet remarque que le processus d'industrialisation par substitution d'importation conduit habituellement à des impasses car, il se traduit généralement par l'abandon des produits traditionnels et des techniques locales au profit de produits et de techniques partiellement ou totalement importés. De plus, il montre le rôle néfaste de la ville comme mode de développement car celle-ci sert de relais pour la diffusion et l'amplification de modèles importés. J. Diehl analyse l'organisation de l'espace. L'infrastructure, les communications ont été d'abord orientée pour l'évacuation des ressources au profit des puissances extérieures en d'autres termes, l'espace est le produit de stratégies d'occupation, d'exploitation et de domination.

Les deux dernières sous-parties de cet ouvrage traitent de la géopolitique des PMA. La genèse de la notion de PMA invoquée par M.C. Smouts illustre l'ambiguïté de la communauté internationale à leur égard. Les réunions internationales en particulier de la CNUCED à Manille en 1979 furent orientées sur l'aide et le commerce détournant quelque peu l'attention de la tâche prioritaire : l'élaboration de stratégies de développement autonomes qui permettraient à ces pays de mieux valoriser leurs ressources. Il ne faut pas s'étonner avec A. Bussard et P. Jacquet, sur le fait que, à cause de la localisation géographique, les PMA sont un enjeu politique important entre l'Est et l'Ouest. J. Diène et Z. Laïdi présentent, à l'aide d'exemples, cette permanence des enjeux et la fluidité des alliances en Afrique. D. Peneye note que les politiques des États-Unis et de l'URSS présentent à l'éviden-

ce un caractère dissymétrique. Selon lui, les succès temporaires de la politique soviétique posent à l'occident un problème de riposte qu'ils tentent de résoudre en liant les relations Est-Ouest aux attitudes de l'URSS dans le Tiers Monde. Or, cette réponse est insuffisante car, c'est en effet, de l'attitude de l'Ouest envers le Sud que naissent le plus souvent les opportunités pour l'URSS de sceller les alliances. Les PMA ont d'abord besoin d'une aide mieux orientée et mieux gérée tant des pays donateurs que des institutions internationales. Les priorités de l'aide devraient être les mêmes que celles des plans et programmes des PMA. Au regard des institutions par exemple, J. Chaudouet note que l'on devrait remédier aux pratiques traditionnelles: morcellement de l'aide, conditionalité excessive, caractère burocratique des procédures.

Cet ouvrage qui se présente comme un bilan des caractéristiques et des stratégies de développement à l'égard des PMA est fort bien rédigé, accompagné de cartes, d'annexes statistiques, de notes d'information. Il doit être lu non seulement par ceux qui s'intéressent au Tiers Monde mais, aussi par le grand public dans la mesure où il contribue à la réflexion sur un des problèmes les plus importants de notre temps.

J.-P. THOUÉZ

*Département de géographie
Université de Montréal*

BRYANT Coralie and WHITE Louise G.
Managing Development in the Third World, Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 336 p.

Depuis la dernière décennie, le débat sur la question des objectifs de développement s'oriente vers le problème de la distribution des bienfaits de la croissance économique. On entrevoit de plus en plus que la croissance n'a favorisé jusqu'ici qu'une minorité de la population et accentué les disparités de revenus au sein des pays. Donc on parle souvent des besoins humains fondamentaux et la répartition équitable des avantages du développement. Dans cet ouvrage, *Managing Develop-*

ment in the Third World, Coralie Bryant et Louise White abordent les problèmes posés par la mise en oeuvre des programmes de développement axés vers les plus démunis.

Ce livre est divisé en trois grandes parties. Dans la première partie, les auteurs nous donnent une introduction à l'administration de développement. D'abord en définissant le développement, Bryant et White précisent que le développement ne comprend pas uniquement la composante de croissance économique mais aussi les composantes sociales, culturelles, et morales. Celles-ci doivent par conséquent être intégrées au processus du développement. Les auteurs veulent savoir comment ces composantes peuvent être intégrées à l'administration des programmes de développement malgré les échecs qui sont trop bien connus.

Bryant et White trouvent la solution dans la théorie des organisations. Donc, dans la première partie on trouve trois chapitres qui présentent une vue d'ensemble de la théorie des organisations et de sa pertinence pour les programmes de développement.

Dans la deuxième partie les auteurs analysent comment les modèles théoriques de la première partie peuvent faciliter la tâche des administrateurs. Les auteurs abordent les problèmes suivants: l'identification des projets, l'analyse des composantes, l'élaboration et l'exécution des projets, et l'évaluation des projets. Ensuite, ils traitent les sujets de coordination, la participation populaire au processus de développement, et la planification.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage s'attarde sur les problèmes de développement urbain et rural. Dans chacun de ces deux chapitres, Bryant et White essaient de démontrer la pertinence des modèles organisationnels à la gestion du développement dans ces deux secteurs importants.

Trois thèmes importants se dégagent du livre:

1 Selon Bryant et White, ceux qui s'occupent de la mise en oeuvre des projets de développement doivent éviter de faire trop confiance aux solutions technocratiques. Comme elles di-